

SOZIALES

CONVENTIONS COLLECTIVES

De l'embrouille dans le statu quo

Fabien Grasser

Luc Frieden a tranché dans le conflit qui opposait les syndicats au ministre du Travail : les organisations de salarié-es conservent leur prérogative pour négocier les conventions collectives dans les entreprises. Dans le même temps, il n'exclut pas un « allègement » du contenu de ces accords. Les syndicats restent sur leur garde.

Le dénouement était plus ou moins attendu : les syndicats « conserveront à l'avenir le monopole de la négociation des conventions collectives », affirme Luc Frieden, dans une réponse à une question parlementaire du député socialiste Georges Engel. Le prédécesseur de Georges Mischo au ministère du Travail avait interpellé le chef du gouvernement après une réunion houleuse du Comité permanent du travail et de l'emploi, le 8 octobre, au cours duquel les syndicats avaient claqué la porte. En cause, la volonté du ministre CSV de permettre aux délégués neutres de négocier directement les conventions collectives dans leurs entreprises.

Une ligne rouge pour les syndicats qui jouissent légalement de cette prérogative. Ce monopole leur avait été accordé par le législateur, considérant que les représentant-es neutres sont dans un rapport de force défavorable lorsqu'ils négocient avec celui ou celle dont dépend leur emploi. Le sujet se place en haut de l'agenda, alors que l'UE demande aux États membres d'atteindre un taux de 80 % de salarié-es couverts par une convention collective (53 % actuellement au Luxembourg).

Le temps de travail dans le collimateur ?

Le chef Luc Frieden a donc tranché le litige par un statu quo en faveur des syndicats, tant dans sa réponse à Georges Engel, que dans les entretiens qu'il a accordés aux médias à l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la coalition CSV et DP. Les syn-



C'est qui le chef ?

PHOTO : FABIAN GRASSER

dicats en prennent bonne note, mais ils demeurent « méfiants », selon le mot de Christophe Knebler, secrétaire général adjoint du LCGB : « Nous attendons le retrait de cette disposition de l'avant-projet de loi », sachant qu'une réponse à une question parlementaire ou des déclarations dans la presse n'engagent à rien. Unis sur ce dossier, comme

sur d'autres, le LCGB et l'OGBL maintiennent par conséquent une action programmée le 3 décembre au Parc Hôtel Alvisse, où ils réuniront leurs militant-es afin de les sensibiliser sur ce sujet au cœur « de nos droits et acquis les plus fondamentaux », selon eux.

Cette défiance persistante trouve ses sources dans une autre réponse faite par Luc Frieden à une question parlementaire posée, cette fois, par les députées écologistes Sam Tanson et Djuna Bernard, s'inquiétant d'une remise en cause de la substance négociée dans les

conventions collectives. « L'allègement du contenu obligatoire minimal des conventions collectives n'est pour l'instant qu'une piste parmi d'autres qui sont étudiées afin d'arriver à une hausse du taux de couverture », reconnaît le premier ministre. Mais, assure-t-il, « le fait d'alléger le contenu obligatoire des conventions collectives ne risque pas de mener à une réduction des droits existants des travailleurs puisque ces droits continueront à être garantis par le Code du travail ». Les syndicats craignent que ces « allègements » visent plus particulièrement le temps de travail. Dans sa réponse à Georges Engel, Luc Frieden précise encore que le « gouvernement s'engage à promouvoir un droit du travail moderne qui tient compte des évolutions de la société ». Il note que les règles relatives aux conventions collectives n'ont pas été modifiées depuis 2006. En somme, il ne s'interdit rien pour l'avenir, au nom d'une « modernisation » qui, dans la bouche des gouvernant-es, est souvent synonyme de régression pour les salarié-es.

ENFANCE

La santé mentale des jeunes, une priorité nationale

Tatiana Salvan

L'Okaju a présenté mercredi son rapport 2024 sur les droits de l'enfant. L'institution appelle à protéger les acquis, trop souvent remis en cause dans un monde marqué par l'instabilité politique, économique et sociale. Elle pointe des défis urgents à relever au Luxembourg, notamment en matière de santé mentale des jeunes.

Le 20 novembre, à l'occasion de la Journée de l'enfance, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Okaju) a présenté à la Chambre des députés son rapport annuel 2024. Une année particulière puisqu'elle marque le centenaire de la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant, au cours duquel de grandes avancées ont été faites, comme l'adoption en 1989 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de

l'enfant (CIDE), qui reste le cadre de référence international en matière de protection des droits de l'enfant.

Dans son rapport, l'Okaju a défini six axes nationaux prioritaires sur lesquels travailler pour améliorer la condition des enfants et des jeunes du Luxembourg, dont quatre sont particulièrement urgents : la santé mentale des enfants et des adolescent-es ; la mise en place d'un système intégré de protection de l'enfance ; la protection des enfants contre les violences et autres préjudices en milieu numérique ; les enfants en risque de pauvreté ; et par ailleurs, la promotion des droits de l'enfant et l'accès au droit.

La santé mentale des enfants et des adolescent-es inquiète en effet tout particulièrement l'Okaju. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un jeune sur sept âgé de 10 à 19 ans

souffre d'un trouble mental. Depuis la pandémie de Covid-19, les cas d'anxiété et de dépression sont en hausse de 25 % dans le monde. Le Luxembourg n'échappe pas à cette situation, même si les données, comme souvent, tendent à manquer, en particulier concernant la santé des enfants de moins de 11 ans. L'Okaju « exhorte » à cet égard les pouvoirs publics « à développer un véritable monitoring favorisant le recueil de données solides et holistiques », lesquelles permettront ensuite d'établir des politiques ciblées. Il préconise également, entre autres, la création d'un service psycho-social et d'accompagnement dans l'enseignement fondamental, à l'instar de ce qui se fait déjà au niveau du secondaire.

L'Okaju met en avant plusieurs facteurs pouvant influencer négativement sur

la santé mentale des plus jeunes, qui peuvent être soit liés à des situations spécifiques (situation de migration, de handicap, LGBTQI+...), soit d'ordre développemental, certaines phases de la vie relevant d'une importance toute particulière, comme les mille premiers jours, susceptibles d'influer de « manière décisive sur l'avenir d'un enfant ». Parmi les facteurs de risque principaux que pointe l'Okaju, il y a aussi la précarité, qui a de surcroît un impact négatif sur l'accès aux autres droits fondamentaux que sont l'éducation et le logement. Les conditions de vie influencent en effet la santé mentale et le bien-être, et les plus vulnérables ont plus de risques de souffrir de troubles mentaux que ceux qui grandissent au sein d'une famille aisée. Pour l'Okaju, la situation au Luxembourg est même « alarmante » : un enfant sur quatre, soit environ 30.000 enfants, vit sous le seuil de pauvreté. 15 % restent en situation de pauvreté persistante et 8 % vivent dans des conditions de déprivation matérielle. Selon le Stateg, le Grand-Duché présente le cinquième taux de pauvreté infantile le plus important en Europe. « La crise du logement et les inégalités socio-économiques croissantes ne font qu'exacerber ce problème », alerte l'Okaju, qui insiste sur la nécessité de mettre en place des politiques inclusives et équitables.